MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Liberté Égalité Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE STOCKHOLM

N° 7 – 4 juin 2021

Pays nordiques

	France	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
Nombre de contaminations	5 666 113	1 068 473	281 227	124 780	92 488	6 586
Taux de contamination (pour 100 000 habitants)	8 455,26	10 444,30	4 844,48	2 341,88	1 676,14	1 844,82
Nombre de décès	109 402	14 413	2 516	783	956	30
Taux de décès (pour 100 000 habitants)	163,3	140,9	43,3	14,7	17,3	8,4
Nombre de personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin	25 440 000	3 640 423	2 130 570	1 637 918	2 456 153	171 376
Part de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin (%)	38,0%	35,6%	36,7%	30,7%	44,5%	48,0%

Chiffres du 31 mai 2021 - Sources : Eurostat, Worldometers, Agences nationales de Santé.

Danemark

Baisse plus importante que prévu du PIB danois au T1. De nouveaux chiffres de Danmarks Statistik font état d'une diminution du PIB de 1,5% par rapport au T4 2020, soit un ralentissement de la croissance légèrement plus important qu'envisagé. La baisse est également plus importante que dans le reste de l'UE, où le PIB a reculé de 0,4%. Les experts restent cependant optimistes : compte tenu de l'ampleur des restrictions imposées à l'économie l'hiver dernier, ce chiffre est loin d'être alarmant ; les perspectives de croissance restent positives et seront soutenues par une consommation privée qui semble pour le moment différée.

Accélération des objectifs climatiques d'ici 2025. Sous la pression des partis de gauche, le Gouvernement danois a rehaussé l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 50 à 54%, d'ici 2025 (le ministre du Climat Dan Jørgensen souhaitait initialement un objectif de 46-50%). Le Gouvernement mise notamment sur les technologies, telles que la capture de CO_2, et sur la réforme de la fiscalité verte. Les partis de soutien appellent aussi à un objectif plus ambitieux en matière de réduction des émissions

agricoles, par exemple en fixant un nombre plus élevé de terres à faible taux d'émissions. En outre, la future mise en œuvre d'une taxe carbone devrait jouer un rôle crucial.

Nouveau « paquet d'été » de soutien à l'économie. Avec la suppression progressive du chômage partiel (*« compensation salariale »*), le Parlement danois a récemment voté un nouveau *« paquet d'été »* de 1,65 Md DKK (221 M€) pour aider les secteurs les plus durement touchés comme le tourisme, l'industrie de l'aviation et les vols domestiques, les activités culturelles, sportives et associatives (notamment pour les enfants et les jeunes), ainsi que pour le renforcement du bien-être des personnes vulnérables, âgées ou en situation de handicap.

EKF désormais présent à l'international. L'Agence de crédit-export danoise (EKF) va ouvrir pour la première fois des bureaux à l'étranger, afin d'être au plus près de grands projets internationaux de solutions vertes. Les premières implantations seront New York et Singapour. Plus de la moitié du financement d'EKF va aujourd'hui à des projets de parcs éoliens, où les entreprises danoises telles que Vestas, Ørsted et Bladt Industries sollicitent des couvertures représentant des milliards de couronnes. Depuis 1998, EKF a contribué à financer des parcs éoliens pour plus de 100 Mds DKK (13,5 Mds€), et tant aux États-Unis qu'en Asie, une expansion massive de l'énergie éolienne est prévue pour les années à venir.

Finlande

Changement du ministre de Finances. La présidente du parti du Centre, Annika Saarikko, ministre des Sciences et de la Culture, a succédé à Matti Vanhanen au poste de ministre des Finances. Ce remplacement correspond à un accord politique préalable, Matti Vanhanen ayant annoncé dès sa nomination qu'il ne souhaitait pas rester jusqu'à la fin de la législature (2023). Après avoir participé à l'accord à mi-mandat entre partis de la coalition gouvernementale puis fait passer le vote sur les ressources propres de l'UE, il passe la main.

Jusqu'à 16 000 travailleurs saisonniers attendus en Finlande cet été. Le service d'immigration finlandais a déjà délivré plus de 10 000 permis de travail saisonnier, qui permettent de travailler en Finlande pour un maximum de 90 jours. Un permis de séjour est requis à partir de 3 mois. La situation des travailleurs saisonniers avait été un sujet de discussions au printemps dernier et le Gouvernement avait fixé un nombre maximum d'entrants à 9 000, soit un plafond jamais atteint. Cette année, le Gouvernement a pris la décision d'autoriser leur entrée dès février. Comme ces dernières années, le plus grand nombre de permis a été délivré à des travailleurs ukrainiens.

Proposition de niche fiscale pour les dépenses de R&D en Finlande. Selon l'universitaire et ancien secrétaire général du ministère des Finances, Martti Hetemäki, le Gouvernement finlandais devrait envisager la mise en place d'une déduction fiscale pour les investissements en recherche et développement des entreprises. En Finlande, les dépenses R&D représentent 2,8% du PIB, ce qui est plus que la moyenne de pays de l'OCDE (2,5%), mais moins que nombre d'autres pays développés. Martti Hetemäki regrette que seul un nombre restreint d'entreprises concentre la majorité des dépenses en R&D. Selon cet expert, une déduction fiscale aurait un impact important sur la capacité des PMI-PME à investir en dépenses de R&D. L'objectif de l'actuel Gouvernement Marin est de relever le niveau de ces dépenses à 4% du PIB en 2030. Un groupe de travail parlementaire va se pencher sur ce sujet.

Les plus grandes marques finlandaises se regroupent au sein d'une nouvelle société de design. La nouvelle société mère, *Manna & Co*, sera propriétaire de *Finlayson*

(textile), *Vallilla Interior* (design), *Makia Clothing* (vêtements) et de 20% de *Sasta* (vêtements de randonnée et de chasse), même si les entreprises continueront d'être des sociétés distinctes. Les principaux actionnaires des sociétés du groupe *Manna & Co* continueront de posséder la société mère. L'arrangement est en partie réalisé par le biais d'un échange d'actions.

Islande

L'immobilier s'envole, l'inflation inquiète. Le Registre national a indiqué que la valeur totale de l'immobilier dans le pays atteindra 10 340 Mds ISK (70 Mds€). Cela correspond à une hausse de 7,4% en 2021, soit près de 5 points au-dessus des prévisions annuelles, et devrait même atteindre 22% fin 2023. Si le mois de mai a enregistré une légère baisse de l'inflation, celle-ci reste particulièrement élevée (4,4%) et responsable en partie de la hausse récente des prix des biens de consommation et des logements, ainsi que du montant des loyers. Malgré les prévisions macroéconomiques d'Íslandsbanki, qui semblent indiquer une tendance baissière, le ministre des Finances s'est montré inquiet envers un taux d'inflation qui n'a pas été aussi haut depuis début 2013.

Confirmation de la privatisation partielle d'Islandsbanki en juin. La direction de la banque, actuellement propriété de l'État islandais, et l'Icelandic State Financial Investments (ISFI) ont confirmé fin mai qu'Íslandsbanki serait vendue à hauteur de 25% à 35% au mois de juin. La valeur de la banque a été évaluée de manière très disparate : entre 155 et 242 Mds ISK (1 à 1,6 Md€) selon chaque société d'étude. Le ministère des Finances s'est également engagé à ne plus vendre d'actions de la banque avant au moins six mois.

Les autorités islandaises durcissent le ton face à Samherji. Après les révélations de l'été dernier sur la participation de l'entreprise de pêche à un vaste scandale de corruption en Namibie, Samherji est à nouveau sous le feu des critiques. Après avoir remboursé 345 M ISK (2,3 M€) au Trésor féroïen, elle est actuellement soupçonnée d'avoir contourné les lois norvégiennes en matière de quotas de pêche. Dans le viseur de l'ONG Transparency International pour ses attaques envers les journalistes, elle s'est faite publiquement réprimander par la Première ministre Katrín Jakobsdóttir qui a estimé l'attitude de l'entreprise indigne et contraire aux principes démocratiques du pays. Ces agitations ne font qu'accentuer la mauvaise position de l'entreprise, dont les employés ont fortement accablé l'ancien directeur dans leurs déclarations auprès des autorités namibiennes. Ce dernier a démenti toute dérive de Samherji dans cette affaire.

Les entreprises de pêche se portent bien. Si Samherji connaît des revers, le secteur de la pêche en général se porte bien, malgré la crise. L'entreprise Síldarvinnslan, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 6,7 Mds ISK (46 M€) au premier trimestre 2021, a été introduite en bourse le 27 mai dernier. Elle est désormais cotée à hauteur de 110,5 Mds ISK (750 M€). De même, Brim a réalisé un bon chiffre d'affaires de 1,7 Mds ISK (11 M€) entre janvier et fin mars 2021, grâce à une bonne saison de pêche du capelan. La fin de la pandémie laisse espérer de meilleurs jours pour les produits de pêche et d'aquaculture.

Icelandair embauche à nouveau. Avec la reprise récente du tourisme en Islande et la fin espérée de la pandémie, la compagnie aérienne a annoncé l'embauche de 800 personnes pour assurer la saison estivale. Elle avait connu un revers économique conséquent depuis un an et ne comptait plus que 1 500 employés en janvier dernier. Cette reprise des activités devrait contribuer à faire baisser d'autant plus le taux de chômage qui devrait atteindre 5% en fin d'année.

Les débuts difficiles de la compagnie aérienne Play. Le petit nouveau du marché aérien low cost n'a pas encore effectué son premier vol qu'il connaît déjà des obstacles liés

au respect du droit du travail. Un conflit a éclaté entre la jeune entreprise et la Confédération islandaise du Travail, celle-ci l'accusant de rémunérer son futur personnel navigant commercial à un salaire inférieur au montant minimum légal, déclaration démentie par Birgir Jónsson, PDG de Play. Récemment, l'Association islandaise des pilotes commerciaux a aussi affirmé que la rémunération des pilotes était indécente, même pour des employés en début de carrière.

Norvège

Equinor en Algérie. La compagnie pétrolière Equinor a signé la semaine dernière un accord d'intention avec la compagnie algérienne Sonatrach sur les perspectives de renforcement de leur coopération en Algérie. Il porte sur l'exploration et l'exploitation de pétrole et de gaz, mais aussi sur la baisse des émissions de CO_2, la sécurité industrielle et le recours à de nouvelles technologies. Pour rappel, Equinor est déjà présent en Algérie, entre autres sur le site d'In-Amenas, où cinq Norvégiens avaient été abattus lors d'une prise d'otages en 2013.

Fonds pétrolier. La Banque de Norvège a annoncé le retrait du Fonds pétrolier de deux compagnies israéliennes actives dans les colonies de Cisjordanie (Shapir Engineering and Industry Ltd et Mivne Real Estate K) et soupçonnées de contribuer systématiquement à des violations des droits de l'Homme dans des guerres et des conflits. Le Fonds souverain se retirera également de l'entreprise japonaise Honeys Holdings Co Ltd, qui ne respecterait pas les droits de l'Homme dans ses usines en Birmanie. Par ailleurs, l'association de défense des animaux Dyrevernalliansen et le parti Vert demandent au Fonds pétrolier de retirer les 180 Mds NOK (18 Mds€) qu'il a investi dans 12 grands groupes alimentaires, épinglés par l'ONG BBFAW (Business Benchmark on Farm Animal Welfare) pour maltraitance animale.

Le Gouvernement favorable à la production de vaccins en Norvège. Le ministre de la Santé, Bent Høie, et la ministre de l'Industrie et du Commerce, Iselin Nybø, confirment que le Gouvernement a engagé des travaux « *complexes* » pour développer la production de vaccins sur le sol norvégien ; une demande formulée depuis plusieurs mois par les partenaires sociaux (LO et NHO) et l'industrie pharmaceutique norvégienne. Pour l'exécutif, il s'agit d'améliorer la préparation de la Norvège face aux épidémies et de renforcer la coopération avec ses partenaires européens, tout en créant de l'emploi. En 2011, le Storting avait mis un terme aux activités d'une usine gérée par l'institut de Santé publique (FHI) à Oslo, qui n'était pas compétitive au niveau international.

Rapport de l'AIE. La principale organisation patronale du secteur des hydrocarbures, Norsk olje og gas, refuse que la Norvège soit le premier pays à interrompre la prospection pétrolière suite aux recommandations de l'Agence internationale de l'énergie, alors que la production norvégienne est moins polluante que celle d'autres pays. « *Notre exploitation enregistre de faibles émissions et nous visons la neutralité carbone en 2050* », explique la directrice de l'organisation, Anniken Hauglie, pour qui une sortie prématurée des énergies fossiles sans alternative éprouvée menacerait la chaîne globale d'approvisionnement en énergie.

4ème paquet ferroviaire européen. Une majorité de la commission des transports du Storting (conservateurs, libéraux, chrétiens-populaires et progressistes) s'est prononcée en faveur de l'adoption du 4ème paquet ferroviaire européen. Le texte devrait être adopté lundi lors du vote en session plénière. Ce 4ème paquet européen aura pour principale conséquence l'ouverture à la concurrence du trafic ferroviaire dans la région d'Oslo (80% du trafic norvégien), actuellement assuré par l'opérateur public Vy (anciennement NSB).

7 000 agents du secteur public en grève. 7 390 adhérents des syndicats UNIO, employés des collectivités locales, sont entrés en grève jeudi 27 mai pour défendre leurs revendications dans le cadre des négociations salariales. Ils estiment que la proposition de KS (Association des collectivités locales) n'est pas acceptable. Des perturbations dans les services de santé et d'éducation sont prévues dans tout le pays. S'y ajoutent plus de 600 employés de la commune d'Oslo, principalement dans les écoles et les crèches.

Inauguration du câble électrique Nordlink entre la Norvège et l'Allemagne. Erna Solberg et Angela Merkel ont inauguré le nouveau câble Nordlink, qui permettra à la Norvège et à l'Allemagne d'exporter respectivement de l'électricité hydraulique et de l'électricité d'origine éolienne et solaire. Ce projet de 18 Mds NOK (1,8 Md€) voit le jour après cinq ans de travaux, et sera géré par les opérateurs publics Statnett (Norvège) et Tennet (Allemagne). En moyenne, la facture annuelle d'électricité des foyers norvégiens devrait augmenter de 300 à 500 NOK (30 à 50€).

Wizz Air quitte le marché norvégien. La compagnie aérienne à bas coûts hongroise Wizz Air a annoncé qu'elle quittait le marché norvégien après sept mois d'activité. La compagnie met en avant un manque de rentabilité sur le marché domestique, face *« aux autres compagnies aériennes qui reçoivent des subventions et n'opèrent donc pas en fonction des conditions du marché »*. Wizz Air maintient en revanche une partie de ses vols de Norvège vers l'étranger, entre autres vers Budapest.

Suède

Une reprise confirmée de la croissance suédoise. Les dernières prévisions de l'OCDE font état d'une croissance de 3,9% en 2021 et de 3,4% en 2022. Du côté de la Commission européenne, les prévisions de croissance s'établissent à 4,4% pour 2021 et 3,3% pour 2022. La reprise semble donc bien établie, soutenue en partie par la campagne de vaccination. Point positif : l'industrie suédoise tourne à plein régime et a d'ores et déjà retrouvé son niveau d'avant crise.

Une nouvelle taxe sur les banques dès 2022 ? C'est ce que souhaite mettre en place le Gouvernement de coalition (Socio-démocrates et Verts), qui a déposé un projet de loi en septembre 2020. Envisagée à la suite de la crise financière de 2008, cette taxe pèserait sur les banques du pays afin de renforcer les finances publiques en cas de nouvelle crise sanitaire. Calculée en fonction du montant de dettes que les banques détiennent, la taxe ne concernerait que les établissements avec un passif supérieur à 150 Mds SEK (15 Mds€). Le taux s'établirait à 0,05% des dettes la première année, en 2022, ce qui pourrait rapporter 5 à 6 Mds SEK par an (500 à 600 M€). Selon le Gouvernement Löfven, puisque les établissements bancaires représentent un risque particulier pour la stabilité économique, il est *« raisonnable »* de les taxer davantage. Le secteur bancaire dénonce ce projet, considérant qu'une telle taxe pourrait nuire à sa compétitivité. Le superviseur suédois considère quant à lui qu'une taxe ciblant les dettes des établissements bancaires ne permettrait pas d'adresser correctement les risques du secteur en termes de stabilité.

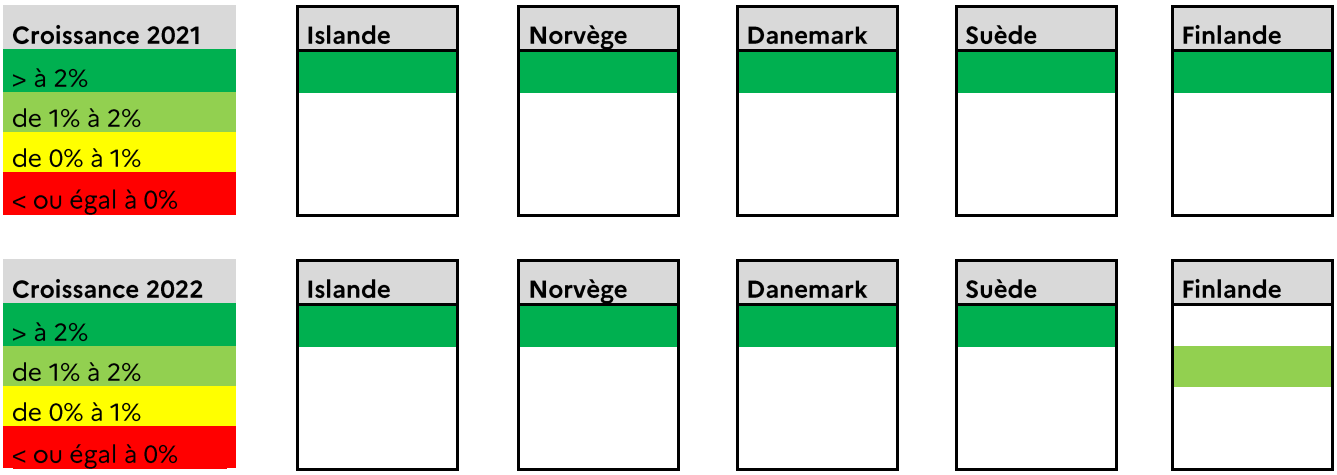
La Suède envisage d'émettre des obligations à 50 ans. *Riksgälden*, l'agence de la Dette suédoise, suit le mouvement international et prévoit de tester l'appétit des investisseurs pour l'obligation la plus longue de son histoire, une vente qui promet de révéler à quel point ces derniers sont anxieux face aux menaces inflationnistes et à la hausse des taux d'intérêt. Ainsi, après avoir lancé des obligations de 25 ans en novembre 2020 pour 1,3 Md€ au taux de 0,53%, *Riksgälden* prépare cette fois un financement avec une maturité de 50 ans. Handelsbanken (l'une des banques suédoises les plus importantes) pense que le taux pour ce bon

ultra long sera de l'ordre de 1,5% ; ce qui correspond à la moyenne de l'inflation dans ce pays depuis 1995.

La Suède se transforme rapidement en puissance mondiale sur le segment de l'IndTech. De nombreuses technologies sont utilisées pour rendre l'industrie plus intelligente, notamment le cloud computing, la réalité virtuelle augmentée et mixte (AR, VR, XR), l'intelligence artificielle, la 5G, l'internet des objets, le big data, la blockchain… Le croisement de la robotique et l'automation industrielle avec ces nouvelles technologies, à savoir l'IndTech, se développe rapidement en Suède. Le pays tire clairement son épingle du jeu puisque le secteur réalise déjà près de 25 Mds€ de chiffre d'affaires et la part de marché mondiale de la Suède atteint désormais plus de 3%.

Les valorisations des licornes Klarna et Northvolt explosent. Suite aux nouvelles émissions des licornes Klarna (paiement) et Norhvolt (batteries), leurs valorisations par les marchés explosent. Dans le cas de Northvolt, sa valorisation aurait augmenté de 170% depuis l'émission de septembre 2020 ; faisant passer la valeur théorique du groupe de 28 à 75 Mds SEK (2,8 à 7,5 Mds€). Dans le cas de Klarna, qui est sur le point de finaliser une émission menée par Soft Bank, sa valorisation pourrait atteindre plus de 32 Mds€, ce qui ferait de Klarna la fintech privée la mieux valorisée d'Europe. Ce niveau est très au-dessus de celui des banques SEB, Handelsbanken et Swedbank, et proche de celui de la plus grande banque de la zone nordique, Nordea. Klarna prépare son introduction en bourse à New York, qui pourrait s'effectuer cette année, mais n'exclut pas une double cotation à Stockholm.

Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : *FMI, prévisions d'automne* (octobre 2020).

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
PIB	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	**2,4**	3,6	2,5	2,0	3,7	3,7	3,2	3,8	3,9	3,1
Banque centrale	1,4	-	2,6	2,7	3,8	3.4	3,7	3,9	2,5	5,1
Institut stat./conj****.	1,4	-	3,0	2,4	3,7	3.7	3,2	3,5	3,9	3,1
Commission*	2,9	3,5	2,7	2,8	2,7	2,2	4,4	3,3	3,4	3,9
FMI**	3,5	2,5	3,6	2,0	3,2	4	3,5	2,9	4,1	2,7
OCDE***	1,8	2,5	1,5	1,8	3,2	1,6	3,3	3,3	3,0	3,2
SEB (02/2021)	3,0	4,5	2,8	2,5	3,4	2,8	2,8	4,8	-	-
Nordea (01/2021)	2,5	3,5	3,0	2,0	3,4	4,3	4,0	3,0	-	-
Danske Bank (01/2021)	2,3	3,4	2,2	2,8	3,7	3,4	3,4	2,6	-	-

Source :
* *Prévisions de printemps* (mai 2021)
** *World Economic Outlook* (octobre 2020)
*** *Perspectives économiques* (décembre 2020)
**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice*
Code couleur des mises à jour :
En gras : mise à jour sans changement
En rouge : dégradation
En vert : amélioration

Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Déficit public	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	-1,3	-1,5	-5,2	-3,3	-2,9	-	-4,5	-1,0	-9,7	-7,3
Commission*	-2,1	-1,4	-4,6	-2,1	7,8	-	-3,3	-0,5	-9,2	-
FMI**	-3,0	-1,5	-4,1	-2,6	2,0	4,1	-2,0	-1,5	-7,0	-5,9
OCDE***	-2,9	-1,8	-5,1	-3,7	1,8	2,2	-3,8	-2,3	-13,0	-11,2

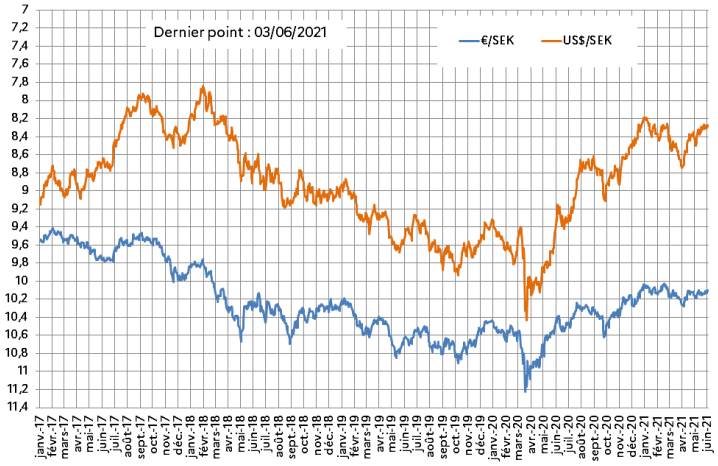
	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Dette publique	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	40,9	41,5	71,4	72,5	-	-	39,9	37,0	57,5	62,2
Commission*	40,2	38,8	71,0	70,1	43,7	-	40,8	39,4	67,3	-
FMI**	39,3	42,6	68,6	69,1	40,0	40,0	41,7	41,4	52,5	52,7
OCDE***	40,1	40,9	68,5	72,3	-	-	38,3	38,5	90,1	-

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Autres	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Inflation (IPCH)*	1,3	1,3	1,2	1,2	1,8	-	1,8	1,1	2,8	-
Cons. privée*	3,1	3,9	3,4	3,6	3,9	-	3,8	5,5	2,9	-
Chômage (BIT)*	5,5	5,2	7,6	7,2	4,8	-	8,2	7,5	9,5	-

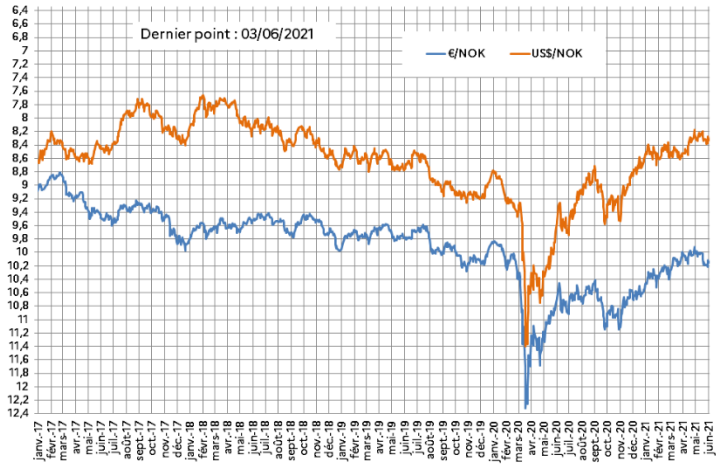
Source :
* *Prévisions de printemps* (mai 2021). Pour la Norvège et l'Islande : *Prévisions de*
** *World Economic Outlook* (octobre 2020)
*** *Perspectives économiques* (décembre 2020)
**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*
Code couleur des mises à jour :
En gras : mise à jour sans changement
En rouge : dégradation
En vert : amélioration

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Liberté Égalité Fraternité

Responsable de la publication : Service économique de Stockholm
Rédacteurs : Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, R. Duvernay), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala), Oslo (B. Zanghellini, P. d'Anglejan Chatillon), de l'ambassade de France en Islande (C. Henry-Ducos) et du Service Economique Régional de Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Charrier, L. Yacine).